AKERE T. MUNA

Consultant juridique international
(Anti-corruption et Gouvernance)

Avocat (Lincoln's Inn Londres)
Gérant de Muna, Muna & Associates
B.P. 307 Yaoundé, Cameroun
munalaw@yahoo.co.uk

Date de naissance : 18 août 1952
Nationalité : Camerounaise

PARCOURS PROFESSIONNEL

Depuis 2024 — **Ambassadeur de Bonne Volonté de la Facilité africaine de soutien juridique / African Legal Support Facility (ALSF)**

Nommé par le Conseil de Gouvernance de l'ALSF pour un mandat de 3 ans non rémunéré. Il contribue à instaurer la justice économique, promouvoir l'équité dans les contrats internationaux et doter les gouvernements africains des compétences juridiques requises dans des environnements de négociation complexes. Il promeut activement l'ALSF et l'aide à mobiliser des ressources pour rendre ses services accessibles à ses pays membres.

L'ALSF est une institution publique internationale créée en 2008 par la Banque Africaine de Développement. Elle a pour mission de renforcer durablement les capacités juridiques en Afrique : conseils juridiques et assistance technique aux pays africains et matière de structuration et de négociation de transactions commerciales et de litiges, renforcement des capacités et gestion des connaissances.

Depuis 2012 — **Membre du Groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites en provenance d'Afrique**

Le Groupe de 10 membres a été mis en place en février 2012 par la Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies et la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Africaine. Il est présidé par l'ancien président sud-africain Thabo Mbeki.

Il a pour mandat de :

- déterminer la nature et les formes des flux ;
- déterminer le niveau des sorties illicites de capitaux ;
- déterminer les conséquences pour le développement ;
- faire prendre conscience aux gouvernements africains, aux citoyens et aux partenaires du développement international, de l'ampleur et de l'effet des sorties de capitaux sur le développement ;
- proposer des politiques et mobiliser un appui à des pratiques qui inverseraient ces flux financiers illicites.

2015 — En 2015, le groupe de haut niveau a produit un rapport d'analyse avec des recommandations.

Il continue de superviser la mise en œuvre d'une politique en matière de flux financiers illicites en provenance d'Afrique.

Depuis 2006 — **Coordinateur de la Fondation Solomon Tandeng Muna**, Yaoundé, Cameroun

La Fondation a notamment pour objectif de promouvoir l'excellence par l'éducation.

Depuis février 2024, un centre de formation en matière de gouvernance est développé en son sein.

Depuis 2000 — **Transparency International (TI)**

Transparency International est une ONG internationale qui a pour mission de lutter contre la corruption et de promouvoir la transparence, la responsabilité et l'intégrité à tous les niveaux et dans tous les secteurs de la société.

2000-2004 — **Président fondateur de Transparency International Cameroun**

Participation au groupe de travail de TI qui a aidé à rédiger la Convention de l'UA sur la prévention et la lutte contre la corruption. Rédaction d'un guide sur cette convention.

2004-2005 — **Membre du conseil d'administration**
Président du comité d'éthique
Coordinateur de la coalition des chapitres africains

2005-2014 — **Vice-Président : 3 mandats**

2014-2020 — **Membre individuel**

Actuellement — **Membre du Conseil international de Transparency International (TI)**

Nommé par le Conseil des Directeurs pour un mandat de 5 ans.

Le Conseil international est composé d'experts indépendants qui soutiennent le travail et les objectifs de TI, promeuvent l'échange de savoirs et représentent TI lors d'évènements et conférences.

2021-2022 **Consultant juridique international en bonne gouvernance et lutte contre la corruption, Présidence de la République du Togo**

La mission comprenait des conseils au Président de la République sur les aspects juridiques :

- des institutions de gestion de la gouvernance dans le cadre du Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP) ;
- des agences de lutte contre la corruption dans le cadre des engagements internationaux du gouvernement de la République du Togo ;
- des projets mis en œuvre en tant qu'outils systémiques destinés à éradiquer ou à réduire les pratiques de corruption ;
- toute autre question sur laquelle la Présidence togolaise sollicitait des conseils en matière de lutte contre la corruption et bonne gouvernance.

2019-2022 **Conseiller technique principal pour le programme anti-corruption du PNUD en République démocratique du Congo et détaché à la Présidence de la République**

2019-2021 **Consultant pour le PNUD**

Réaliser un état des lieux de la lutte contre la corruption en RDC et, par des conseils stratégiques, appuyer les autorités de la RDC dans la formulation d'un programme de lutte contre la corruption.

2021-2022 **Détaché à la présidence de la République de la République démocratique du Congo (RDC)**

La mission était de conseiller le Président sur l'application effective des conventions internationales et sur les questions de gouvernance et de lutte anti-corruption.

2020 **Co-président du groupe de travail de l'Union Africaine sur une position africaine commune sur le recouvrement des avoirs**

La CAPAR (Position africaine commune sur le recouvrement des avoirs / Common Africain Position on the Recovery of Illicit Property) est l'outil qui permet de faciliter l'identification, le rapatriement et la gestion des avoirs provenant d'Afrique.
Le groupe de travail a participé à son élaboration et a guidé les actions nécessaires à sa mise en œuvre.

2017-2018 **Président du Comité de vérification de l'Association Internationale des Fédérations d'Athlétisme (IAAF)**

À la suite de nombreux scandales de corruption l'IAAF a décidé de mettre en place le comité de vérification : un groupe de 3 experts indépendants chargés de vérifier la probité, de superviser et d'évaluer l'éligibilité des officiels déjà en place pour continuer dans les fonctions qu'ils occupaient ou de ceux proposés pour endosser de nouveaux rôles au sein de l'IAAF.

2017-2018 **Président du Conseil d'Administration d'ECOBANK Cameroun**

Banque panafricaine qui veut contribuer au développement économique et à l'intégration financière du continent. Elle est présente dans 35 pays d'Afrique.
Dans le contexte actuel de l'interrogation sur le rôle des banques dans les problèmes de blanchiment d'argent et de transferts illicites de fonds, ECOBANK recherchait un expert en gouvernance et lutte contre la corruption.

2013-2018 **Premier Commissaire aux sanctions de la Banque Africaine de Développement (BAD)**

Nommé par le Conseil d'administration de la Banque pour 3 ans : 2 mandats
Il est habilité à imposer des sanctions à l'encontre des personnes morales et physiques qui ont commis des actes de corruption, de fraude, de collusion, de coercition et d'obstruction dans le cadre des activités financées par le Groupe de la Banque.

2008-2018 **International Anti-Corruption Conference (IACC)**
L'IACC est le premier forum mondial réunissant la société civile, les chefs d'État et le secteur privé pour lutter contre la corruption en sensibilisant et en stimulant le débat. Il favorise la mise en réseau, l'échange de pratiques et d'expériences à l'échelle mondiale, la coopération internationale entre les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les citoyens. Les conférences ont lieu tous les 2 ans.

2008-2014 **Membre du Conseil International de lutte contre la Corruption**

2014-2018 **Président de la Conférence Internationale Anti-Corruption**

2010-2014 **Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP)**
Le MAEP a été créé en 2003 par l'Union africaine dans le cadre de la mise en œuvre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).
C'est un instrument d'autoévaluation volontaire de la performance des états membres en matière de gouvernance qui repose sur quatre piliers :

- Démocratie et gouvernance politique
- Gouvernance et gestion économique
- Gouvernance d'entreprise
- Développement socio-économique

2010-2013 **Membre du panel d'éminentes personnalités**
Nommé pour un mandat de 4 ans.
Chef de l'équipe du panel lors de l'examen mené en Sierra Leone et en Tanzanie. Il a présenté les rapports sur ces pays ainsi que le rapport sur l'Ethiopie au cours du forum du MAEP tenu devant les chefs d'état.

2013-2014 **Président du panel d'éminentes personnalités**
Elu pour un mandat d'un an non-renouvelable.
Le panel est composé de personnalités éminentes des cinq régions de l'Afrique nommées par les chefs d'état et de gouvernement des pays membres de l'Union Africaine. Son rôle est de superviser, en toute indépendance, le processus d'évaluation et d'en garantir la crédibilité.

2005-2014 **Conseil économique, social et culturel de l'Union Africaine (ECOSOCC)**
L'ECOSOCC est un organe consultatif de l'UA conçu pour permettre aux organisations de la société civile de se faire entendre au sein des institutions et des processus décisionnels de l'UA. L'ECOSOCC est composé d'organisations de la société civile appartenant à un large éventail de secteurs, notamment les syndicats, les entreprises et les groupes professionnels, les prestataires de services et les groupes de réflexion sur les politiques, en Afrique et dans la diaspora africaine.

2005-2008 **Membre du Comité permanent intérimaire de l'ECOSOCC**
Wangari Mathaai nommée Présidente intérimaire.

2008-2014 **Président de l'Assemblée générale permanente de l'ECOSOCC**
Premier président élu.

2002-2014 **Union panafricaine des avocats / Pan African Lawyers Union**
L'Union Panafricaine des Avocats est l'association regroupant des avocats et des associations d'avocats africains. Elle est chargée de promouvoir le développement du droit et du métier d'avocat, de l'état de droit, des droits de l'homme et du développement socio-économique du continent africain, ainsi que de promouvoir l'intégration régionale africaine.

2002-2005 **Membre fondateur et Président de la commission d'accréditation**

2005-2014 **Président : 3 mandats**

2012 **Membre du conseil d'administration de l'Institut Africain de la Gouvernance**
L'Institut africain de la gouvernance est une association indépendante regroupant les administrateurs de banques et d'entreprises installées en Afrique. Il a pour but de promouvoir la gouvernance pour améliorer la gestion des banques et des entreprises africaines. Il forme et informe les dirigeants sur les lois, les règles et les pratiques en matière de leadership et de gouvernance.

2010-2012	**Membre du groupe consultatif subsaharien du Fonds monétaire international** Nommé par le directeur général du FMI. C'est un groupe de 10 personnalités qui a la charge d'apprécier le travail que le FMI effectue sur le continent africain.
2010	**Consultant pour la Banque Africaine de Développement (BAD)** Réaliser un audit du département chargé de l'audit, des enquêtes, de la fraude et de la lutte contre la corruption. Il en a résulté la séparation des départements d'audit et de sanctions.
2007	**Membre du haut conseil indépendant en charge de l'Audit et de la vérification de l'Union Africaine** Nommé par le président John Kufuor. Cet audit était destiné à vérifier le fonctionnement des organes de l'Union Africaine après la transformation de l'Organisation de l'Unité Africaine en Union Africaine.
2005-2007	**Membre de la Commission pour la mise en œuvre des principes de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE)** l'ITIE a établi une norme mondiale visant à promouvoir une gestion transparente et responsable des ressources pétrolières, gazières et minérales. Les pays s'engagent à divulguer des informations tout au long de la chaîne de valeur de l'industrie extractive, depuis les conditions d'octroi des droits d'extraction jusqu'à la manière dont les revenus parviennent au gouvernement et sont utiles à la population.
2004	**Consultant juridique auprès de la Banque Mondiale et du Haut-Commissariat pour les Réfugiés (Nations Unies)** Conseiller et rédiger les instruments nécessaires à la mise en place de l'Initiative des Grands Lacs sur le VIH / SIDA (GLIA).
2000	**Observateur du Commonwealth** pour les élections à Zanzibar
1999-2004	**Membre de la Commission d'arbitrage du GICAM**, groupement inter-patronal du Cameroun
1998-2002	**Membre de la Commission nationale ad hoc pour la lutte contre la corruption**, première structure mise en place pour lutter contre la corruption au Cameroun.
1997-2002	**Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du Cameroun**
1992-1997	**Membre du Conseil de l'Ordre des Avocats et représentant du Bâtonnier pour les provinces du Centre, de l'Est et du Sud**
1996-2002	**Rédacteur en chef de SCALE** Common Law Society of Cameroon
	Secrétaire social de la Common Law Society of Cameroon
	Membre de la Commission nationale de lutte contre la fraude fiscale
	Membre de la Commission nationale d'harmonisation et de réforme du droit.
	Fondateur et Coordinateur des centres d'assistance juridique, créés par le Barreau du Cameroun pour assister les femmes et les mineurs.
Depuis 1994	**Membre de la Commission nationale du code de procédure pénale**
1993-1995	**Enseignant à l'Ecole Normale Supérieure de la Magistrature (ENAM)**
Depuis 1992	**Associé Gérant du cabinet d'avocats Muna, Muna & Associates**
1986-1997	**Rédacteur en chef du Monde judiciaire – Journal de l'Ordre des Avocats au Cameroun**
1982	**Inscription au Barreau du Cameroun**
1978	**Inscription au Barreau d'Angleterre et du Pays de Galles (membre de « Honourable Society of Lincoln's Inn », London)**

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

- Consultant auprès d'organisations nationales, régionales et internationales.
- Conseiller juridique d'institutions financières et de multinationales.
- Conseil de l'État du Cameroun devant les tribunaux nationaux et devant des juridictions internationales.
- Intervenant à des conférences nationales et internationales sur des sujets concernant :
  - l'harmonisation des lois et la rédaction de lois uniformes (common law et droit civil) ;
  - la bonne gouvernance ;
  - l'accès aux informations, les lois électorales ;
  - les agences de lutte contre la corruption ;
  - les conventions et protocoles internationaux anti-corruption ;
  - les institutions de l'Union africaine ;
  - la gouvernance politique et les systèmes d'intégrité ;
  - l'évaluation de politiques nationales et de systèmes d'intégrité ;
  - ethnicité et politique ;
  - la participation de la société civile dans le contexte national, régional et mondial ;
  - le développement durable ;
  - les investissements et la corruption ;
  - les banques offshores et les paradis fiscaux ;
  - le recouvrement des avoirs ;
  - la gouvernance d'entreprise, la gestion des risques et la conformité.

FORMATION

- Diplôme en droit maritime du Centre international de développement des océans du Canada - Université Mohamed V de Rabat, 1990
- Diplôme de 3ème cycle octroyé par le « Honourable Society of Lincoln's Inn », London et qui donne accès à la profession d'avocat, 1978
- BSc. Études internationales, Université américaine de Washington DC - School of International service (SIS), 1975

LANGUES

- **Anglais** : courant (parlé, lu et écrit), C2
- **Français** : courant (parlé, lu et écrit), C2
- **Espagnol** : niveau intermédiaire (parlé, lu), B1
- **Meta,** langue du Nord-Ouest du Cameroun : courant, C2
- **Pidgin,** créole à base lexicale anglaise parlée au Cameroun : courant, C2

FAMILLE

La famille Muna, avec son riche héritage de services et de réalisations, a contribué de manière significative à divers domaines au Cameroun et au-delà. Né le 18 août 1952, Akere T. Muna fait partie de cette famille distinguée. Son père, Solomon Tandeng Muna, était un éminent dirigeant politique, qui a occupé les fonctions de vice-président de la République fédérale du Cameroun, de premier ministre du Cameroun occidental et de président de l'Assemblée nationale du Cameroun jusqu'à son décès en janvier 2002. Leur mère, Elisabeth Fri Muna, sage-femme de formation, a soutenu son mari dans son engagement au service de la nation. Elle est décédée en juin 1983, laissant derrière elle un héritage de résilience et de dévouement.

Akere est l'un des huit frères et sœurs de la famille ; chacun a apporté une contribution notable dans son domaine.

Daniel Muna, chirurgien de renom, a fondé la Daniel Muna Memorial Clinic à Douala et a été président de l'Association médicale du Cameroun jusqu'à sa mort en 2009.

Bernard Muna, avocat à Lincoln's Inn, Londres, a été Bâtonnier de l'Ordre des avocats du Cameroun et procureur du Tribunal pénal international pour le Rwanda (ONU). Il était également membre fondateur du parti politique Social Democratic Front et a créé l'un des plus anciens cabinets d'avocats du Cameroun, Muna, Muna & Associates, où Akere était son associé. Bernard est décédé en 2019.

Edwin Muna, ingénieur en télécommunications, est décédé en 1973 à l'âge de 31 ans.

Humphrey Muna, ingénieur aéronautique diplômé de l'Institut de technologie de Cranfield, a contribué de manière significative au secteur de l'aviation au Cameroun et en Afrique, en tant que directeur technique de l'ASECNA, jusqu'à sa mort en 2014.

Walinjom Muna, professeur de cardiologie renommé, a travaillé avec l'Université de Yale et l'Institut de cardiologie et de pneumologie de Bethesda, pour n'en citer que quelques-uns. Il a été président de la Société africaine de cardiologie. Il est décédé en 2019.

Georges Muna, ingénieur agronome, s'est spécialisé dans l'agro-industrie, faisant progresser les pratiques agricoles dans la région.

Akere T. Muna, le septième fils, a perpétué la tradition d'excellence et de service de la famille. Il est veuf, ayant perdu sa femme, Beverly Bird-Muna, en 2021. Beverly, de nationalité antiguaise et issue de l'illustre famille Bird, était la fille de VC Bird, le premier Premier ministre d'Antigua, décédé en 1999. Deux de ses frères aînés ont suivi les traces de leur père en politique : Vere Bird Jr. était ministre dans le gouvernement de son père et Lester Bird était Premier ministre. Tous sont aujourd'hui décédés.
Akere est père de trois enfants. Lydia, Kandi et William.

Ama Muna, la seule femme de la fratrie Muna, est linguiste et ancienne ministre au Cameroun. Elle est actuellement membre de la Commission nationale sur le bilinguisme et le multiculturalisme.

Ensemble, les membres de la famille Muna sont considérés comme des exemples remarquables de dévouement, de leadership et de services rendus à leur pays et au monde.